



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

01-03-2018

La riposte à la réforme de la SNCF

Dernière réforme à l'ordre du jour : La SNCF. Le gouvernement a retenu l'essentiel des propositions du rapport, sur l'« Avenir du transport ferroviaire » rédigé par l'ancien PDG d'Air France-KLM, J.-C. Spinetta.

Le « nouveau pacte ferroviaire » pour bâtir « une nouvelle SNCF » présenté par le 1^{er} Ministre E. Philippe est tout simplement une véritable casse du service public ferroviaire. C'est l'accélération de la privatisation de la SNCF avec la transformation de la SNCF en société nationale, avec l'ouverture à la concurrence. C'est offrir le service public au capital. C'est la fin du statut des cheminots.

Dès l'annonce de cette attaque du gouvernement, **la CGT et SUD rail ont appelé à une journée de mobilisation le 22 mars, avec grèves et une grande manifestation nationale à Paris** pour la défense du service public ferroviaire, son développement au service des usagers dans tout le pays, pour la préservation des droits sociaux des cheminots. Ils se retrouveront avec les salariés de de la fonction publique qui à l'appel- CGT- FO- FSU- Solidaires- CFTC- CFE-CGC et FA-FP feront une journée de grève et de mobilisation, contre la casse du service Public et de la Fonction Publique

Pour contrer toute opposition à leur plan pour la SNCF, Macron et son gouvernement veulent aller vite et passer en force. Le 1^{er} ministre a déclaré que « les **lignes fortes de la réforme ne sont pas négociables** qu'il allait à nouveau avoir recours aux **ordonnances**. A la mi-mars nous déposerons un projet de loi d'habilitation au Parlement »

La riposte des fédérations de cheminots CGT, CFDT, Sud-Rail et Unsa réunis le 27 février a été claire, *Dénonçant unanimement ce projet, elles préparent une riposte commune au projet de réforme de la SNCF présenté par le gouvernement.*

Le 14 mars, la loi d'habilitation pour réformer la SNCF par ordonnances devrait être présentée en Conseil des ministres. Les quatre fédérations de cheminots -CGT, CFDT, Sud-Rail, Unsa- ont convenu d'une **nouvelle réunion le 15 mars** : « *Si nous constatons que le gouvernement est dans la logique d'un passage en force, c'est-à-dire qu'il maintient son projet en l'état, alors il y aura grève à la SNCF* » (Laurent Brun, secrétaire général de la fédération CGT). Didier Aubert, de la CFDT a déclaré que « *si ça ne bouge pas, un préavis de grève sera déposé et ce sera une grève reconductible et dure* ». **Cette bataille concerne l'ensemble des salariés et des citoyens** et, confirme Philippe Martinez, « *la réponse sera à la hauteur de l'attaque* ».

Le gouvernement craint une convergence des luttes : La ministre du travail reporte la présentation du « big bang » de la formation professionnelle, la réforme de la fonction publique sera présentée plus tard, la retraite des cheminots sera traitée en même temps que la réforme des retraites, la décision de fermer les lignes peu rentables est renvoyée aux régions, etc.

La riposte grandit dans tous les secteurs, les appels à la lutte se multiplient. La nécessité de lutter tous ensemble contre les attaques du gouvernement et du patronat est une exigence qui se développe.

Notre Parti soutient la lutte des cheminots, il met toutes ses forces pour la réussite des actions qui seront décidées, pour faire du 22 mars une grande journée pour le développement de la lutte. Il appelle à se mobiliser partout.